ministère de la Marine, je me suis renseigné pour savoir si les médecins civils, MM. Pater, Barquet et Deladrière, qui remplissent la très pénible mission de la toilette et de la reconnaissance des corps, ne seraient pas, eux aussi, sollicités d'écrire sur ce qu'ils ont vu et fait un mémoire qui restera comme une des plus tragiques pages d'histoire de la Marine.

Officiellement, on m'a informé que M. le ministre de l'Intérieur avait fait demander aux médecins civils un rapport détaillé sur les événements de la besogne qui leur a été confiée. Ce rapport devra porter tant sur les observations médicales faites au cours des lugubres travaux que sur les mesures sanitaires prises.

Le submersible est déplacé

Le submersible a pu être déplacé ce soir à la marée haute de 7 heures. Il n'a pas accompli un long trajet ; tout au plus a-t-il bougé de 4 à 5 mètres.

Voici d'ailleurs le communiqué officiel qui nous a été fait par M. l'amiral Bellus vers 8 heures et demie :

« Le but poursuivi dans le travail de la journée a été de couler le sous-marin pour l'amener par des fonds moindres, permettant l'ouverture de tous les panneaux. A cet effet, la manœuvre qui a servi à conduire le « Pluvisse » dans l'avant-port a été recommandée, c'est-à-dire qu'on a dû maintenir les chaînes sur les boîtes de relevage du sous-marin (deux des chaînes ont présenté de très grandes difficultés ; on y a travaillé depuis hier et on a terminé un peu trop tard aujourd'hui pour pouvoir profiter entièrement de la marée).

En même temps un câble métallique a été fixé par un point élastique sur le panneau du kiosque, de façon que la manœuvre aspirante de la pompe d'épuisement de 300 tonnes du « Tapt » puisse agir à marée haute.

Les chaînes ont été amenées sur le sous-marin et les chaînes raidies comme à l'ordinaire.

En outre, la pompe d'épuisement a été mise en action pour alléger le sous-marin de toute l'eau qu'elle pouvait enlever de l'intérieur de la coque et, par suite, diminuer le tirant d'eau de l'ensemble.

Un plein de la mer, le sous-marin a été décollé, déplacé de 4 à 5 mètres à peine.

Ce résultat était facile à prévoir à cause des faibles marées actuelles, du retard dans la présentation des chaînes et des difficultés de manœuvre des chaînes signalées plus haut, et enfin aux rentrées d'eau dans le sous-marin compensant en partie l'effet de la pompe d'épuisement.

Le travail sera repris dans de meilleures conditions dès que la marée basse de ce soir sera au-dessus de son niveau habituel.

On ne désespère pas d'arriver demain à un résultat intéressant. La preuve en est qu'un service d'ordre spécial a été commandé ce soir pour demain matin.

ALEX WILL

Les orages et les inondations

UN DESASTRE EN SUISSE
Berne, 16 juin. — Les inondations prennent de plus en plus les proportions d'une catastrophe.

Des villes entières sont inondées. Plusieurs lignes de chemin de fer sont enlevées par les flots. Les communications télégraphiques et téléphoniques sont également interrompues.

Les députés de la Suisse centrale ont quitté la Chambre fédérale de Berne pour se rendre sur les lieux éprouvés par la catastrophe.

Les cantons les plus ravagés sont ceux de Zurich, des Grisons, Saint-Gall, Glaris, Argovie, Berne et Zug.

Des éboulements se produisent à chaque instant ; plusieurs villages situés en bas des collines ont dû être évacués.

La ville de Brunen est également submergée. En dehors de la ligne de Saint-Gothard, la ligne de Bruggen, celle de la frontière suisse à Munich et celle de Constance à Togenbourg sont également interrompues.

L'impression causée par ces inondations est très douloureuse et la plupart des habitants sont découragés ; les récoltes des foins et des vignes se trouvant complètement anéanties.

Bâle, 16 juin. — La crue du Rhin prend des proportions inquiétantes. A midi, le fleuve est à 5 m. 50 au-dessus de l'étiage. Les télégrammes d'amont annoncent une tendance à la croissance.

Les autorités prennent des mesures de précaution.

Sur la rive droite du Petit-Bâle l'eau envahit les quais.

EN ALLEMAGNE

Merlin, 16 juin. — A Aggsbourg est menacé par le débordement du Lech. Certains quartiers de la basse ville sont inondés. Les maisons de la basse ville ont été évacuées.

Un Gallay allemand

Paris, 16 juin. — Le service de la Sûreté a arrêté un nommé Hugo Bauer, âgé de trente-huit ans, originaire de Leipzig, qui était sous le coup d'un mandat d'arrêt du gouvernement allemand pour faux usage de faux documents et abus de confiance.

Un scandale au couvent

LE JUGE D'INSTRUCTION AU BON-PASTEUR — LES RELIGIEUSES TONTONNAIRES AVOUENT. — ELLES PASSERONT EN CORRECTIONNELLE

Lyon, 16 juin. — L'affaire du Bon-Pasteur, un gros scandale dans la région lyonnaise, où les agissements des sœurs chargées de la surveillance des filles et mineurs enfermées sont sévèrement jugés.

Non seulement tous les faits que nous avons relatés ont été condamnés au juge d'instruction Lavrand par les pensionnaires de cette maison de repentir, mais de nouveaux détails ont été révélés.

Lavrand a interrogé un douzaine de filles, qui lui ont fourni des témoignages concluants sur les punitions barbares en usage dans la maison.

Quand une pensionnaire n'avait point accompli sa tâche quotidienne, consistant à confecturer trois chemises d'homme, elle était brutalement frappée.

Trois religieuses, notamment sœur Madeleine, ancienne pensionnaire de l'établissement, se distinguèrent par leur inhumanité dans le châtiment.

Une jeune fille a montré à M. Lavrand son visage tuméfié par les coups ; une autre lui a montré son crâne, dont plusieurs mèches de cheveux avaient été arrachées.

Une troisième avait l'oreille droite à demi décollée, elle souffrait de trois plaies hivernales conduites dans la cour et aspergées de trois pots d'eau, ou bien encore, dévêtue dans un vestibule et frottée de dévants leurs compagnes.

Une punition familière à sœur Madeleine consistait à isoler ses victimes dans un infect cabinet d'aisances.

Le fait le plus grave recueilli par M. Lavrand, et corrobore par les pensionnaires, est celui-ci : il y a six mois, une jeune fille, désireuse de se distraire par la mort, a existé de tortures, s'était astreinte, chaque soir, à s'appliquer sur l'estomac des compresses glacées, qui déterminèrent une péripneumonie à laquelle elle succomba.

Quarante-huit heures avant sa mort, elle fut portée sur un matelas dans un vestibule et une religieuse tortionnaire lui infusa publiquement le supplice du fouet. Son agonie en fut précipitée.

Les religieuses du Bon-Pasteur, qui ont reconnu la vérité de ces faits scandaleux, seront poursuivies par le parquet en police correctionnelle.

Blér et vole de Moulinaux à Vincennes

Paris, 16 juin. — On sait que Blér fait actuellement des levées militaires en qualité de lieutenant de territorial.

Ce matin, le lieutenant Blér recevait de son colonel l'ordre de se rendre en aéroplane à Issy-les-Moulineaux au polygone de Vincennes ; il devait emmener avec lui un capitaine. Mais cet officier n'étant pas arrivé au terrain d'Issy-les-Moulineaux à l'heure du départ, le héros de la traversée de la Manche partit seul, à quatre heures quinze, malgré un vent assez fort.

L'aéroplane et vingt minutes après atterrissait au polygone de Vincennes, où se trouvait le lieutenant-colonel Lemaire, qui avait déjà reçu l'autre jour le capitaine Marconnet.

L'appareil dont s'est servi Blér est un monoplane nouveau type ayant une envergure plus grande que celle des types précédents. Ce modèle comporte deux places, afin de répondre au programme militaire, lequel exige qu'il ait toujours un observateur avec le pilote.

Deux aviateurs blessés

KIMMERLIN SE FRACTURE LE CRÂNE
Miramas, 16 juin. — Au cours d'essais, jeudi matin, à onze heures quinze, à l'aérodrome de La Crau, M. Kimmerlin, sur appareil Voisin, a fait une chute grave.

On a relevé M. Kimmerlin, qui gisait sur le sol la tête sous le moteur. On a cru au premier abord que l'aviateur était tué net. Il n'en était rien, mais il avait une fracture au crâne.

Il a été transporté immédiatement à l'hôpital des Dames de la Croix-Rouge en automobile, et a reçu les soins du docteur Espanet qui a constaté que son état n'était pas une gravité exceptionnelle.

L'accident est dû à la rupture des cellules arrière du biplan.

L'appareil est complètement brisé.

L'aviateur avait fait auparavant deux vols très réussis à une hauteur de cent mètres.

HENRI LEMAITRE TOMBE DANS L'ORCE

Juvisy, 16 juin. — Jeudi matin, vers sept heures, l'aviateur Henri Lemaître, non inscrit au programme, s'est livré à quelques essais sur son biplan. Il a effectué quelques tours de piste à quelques mètres de hauteur ; mais il a été pris par un remous.

L'appareil est tombé dans la rivière l'Orce et a été brisé. L'aviateur s'est relevé indemne.

A LA CHAMBRE

Le débat sur la politique générale

M. Mauger demande l'extension aux ouvriers agricoles des lois de protection dont bénéficient les travailleurs de l'industrie. — Intervention de Viviani. — L'interpellation de M. Buisson sur la politique scolaire.

Paris, 16 juin. — Les interpellations sur la politique générale continuent à attirer un public nombreux au Palais-Bourbon. Beaucoup de dames en robes toilettes. Dans la tribune des anciens députés, MM. Feraud, Olivier, Alexandre Varenne, suivent avec attention la discussion.

M. Henri BRISSON ouvre la séance à deux heures quinze.

Un projet de résolution de M. CECALDI, tendant au gouvernement à mettre à l'étude la révision du réseau des routes départementales est adopté.

La Chambre valide les élections de MM. FURNIER-SARLOVEZE, à Compiègne ; DESJARDINS, à Saint-Quentin ; TOY-RIOUT à Briançon.

Discours de M. Mauger

M. MAUGER, socialiste unifié, monte le premier à la tribune. Il interpelle « sur les intentions du gouvernement à l'égard de l'extension aux travailleurs agricoles des lois ouvrières déjà existantes et appliquées aux ouvriers industriels ».

M. MAUGER. — M. le Président du Conseil, dans sa Déclaration, a fait allusion à cette question. Est-il résolu à entrer dans une voie nouvelle et à mettre fin à la division de la France entre les deux catégories dont l'une ne jouit pas encore du droit commun ? Les travailleurs agricoles, en effet, qui sont au nombre de six millions, n'ont pas le bénéfice de la loi sur le repos hebdomadaire. Ils souffrent dans un double sens déplorable ; ils souffrent d'un point de vue moral, ils souffrent d'un point de vue matériel. Ils sont privés de la sécurité de la vieillesse et de la retraite.

Le 18 décembre 1903, M. Mauger promettait de présenter à brève échéance une loi relative à l'assurance des ouvriers agricoles contre les accidents de travail. Le projet n'a été déposé qu'en 1907 ; depuis lors, rien n'a été fait.

M. REAU, ministre de l'Agriculture. — Un projet a été voté par la Chambre, et il est à l'étude au jour du Sénat.

M. MAUGER. — Ce projet ne concerne pas tous les ouvriers agricoles, mais seulement les hâcherons. J'insiste pour qu'il soit voté sans retard.

Il y a lieu également de s'occuper du contrat de louage des services, qui n'est réglé que par l'article 1701 du Code de Commerce. Ce contrat de travail et de la date des paiements des salaires. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. MAUGER. — Nous déposons un projet de loi fixant un minimum de salaire en même temps que la durée de la journée de travail. Je m'adresse à la demande d'urgence agricole faite par M. Brizon. Je demande au gouvernement de déposer un projet d'assurance sociale pour les risques. Les travailleurs ruraux ne doivent pas être des parias. (Vifs applaudissements à l'extrême gauche.)

Viviani à la tribune

VIVIANI, ministre du travail, à la parole. Il rappelle d'abord que le projet de loi sur les accidents de travail a été, grâce à lui, inscrit à l'ordre du jour du Sénat.

Je vous maintiens, ajoute-t-il, répondre au requêteur insistant et devant ce certain point apporté par M. Lauche. J'ai insisté auprès que les ministres sont responsables même quand ils ne le sont pas. (Sourires.)

M. Lauche m'a reproché d'avoir accordé trop de dérogations à la loi limitant les heures de travail ; il a séparé les faits des événements qui les expliquent et le justifie notamment en ce qui concerne la dérogation accordée à la loi sur le repos hebdomadaire. A cet égard, je rappelle que cette dérogation spéciale était motivée par l'incendie de l'hôtel des télégraphes et avait un égal intérêt pour le public abonné que pour les travailleurs de toutes catégories.

Dans les mêmes conditions, je croirais de mon devoir d'agir de même.

Les dérogations plus générales à la même loi sont plus vivement encore reprochées par M. Lauche, qui me fait ressortir leur augmentation de 4.551 en 1903 à 6.832 en 1908. On a oublié de dire qu'en 1903 il y en avait en 6.212 et 6.234 en 1905, il y en avait en 7.051 en 1906 et 7.826 en 1907.

M. LAUCHE ne peut pas dire qu'il n'en vertu de certains décrets, certains industries, notés en quelques lignes.

Le cambriolage chez Shylock Holme était avoué sur le ton du renard pris au piège.

Le dernier vol à la Banque de la rue Nationale servait d'épilogue à cette longue liste de forfaits.

Finfin revint comme La Terreur et Le Breton, stupéfaits et épouvantés, achevés de parcourir ce roman vécu du Crime.

Il fut mis au courant de tous ces nouveaux événements.

En feuilletant à son tour les « confessions » de Pablo, il lut le passage relatif au viol de Thrinette.

Il eut la vision de Pablo traîné en cour d'assises, de Pablo rappelant ce passé douloureux devant Thrinette convoquée comme témoin.

Le calvaire n'était-il donc pas fini ? D'un ton grave, il demanda au policier mexicain :

« Si Pablo est rendu à la justice mexicaine, que lui arrivera-t-il ? »

« Il sera pendu ! »

« Est-ce bien sûr ? »

« Oh ! dans autre forme de procès. Condamné au bagne perpétuel et évadé. Mort. Rien au monde ne peut le sauver de la corde, si ce n'est la guillotine ! »

« Eh bien, je vous demande à tous comme une grâce d'oublier tout ce que Pablo a pu déclarer, je vous demande qu'on le rende purement et simplement à la justice mexicaine. »

Il expira au gibet tous ses crimes. Mais si l'on ébruitait en France la nouvelle des crimes que contiennent ces

« Le Gouvernement, dans sa déclaration, prend l'engagement formel de maintenir et de consolider les conquêtes faites de la République et de les mettre à l'abri de tout retour offensif du côté de la réaction. On ne pouvait pas demander une déclaration plus nette au Gouvernement. »

LA GUERRE A LA LAIQUE

Mais où en sommes-nous actuellement au point de vue scolaire ? Nous sommes toujours à l'état de guerre ; les mêmes adversaires sont en présence depuis vingt-huit ans.

Il semble cependant qu'il y ait quelque chose de changé dans l'attaque, ce qui exigeait un changement dans la défense.

Les adversaires des lois laïques, des lois Ferry, sont les premiers aujourd'hui à les accepter et à réclamer la neutralité.

L'un d'eux déclare même que c'est dans l'école laïque qu'il faut aujourd'hui s'efforcer de combattre l'esprit laïque.

Il compte pour y réussir sur l'appui des associations des pères de famille.

Il y a là une situation nouvelle, du moins en apparence.

L'orateur dit que quelques-uns de ses amis, dans un premier mouvement, sont allés de combattre cette tactique en criant : « A bas la liberté ! A bas la neutralité ! » (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

L'orateur n'est pas de cet avis ; on ne doit défendre l'école qu'avec la liberté, la justice et tous les principes républicains. (Applaudissements sur divers bancs.)

En attendant le vote des projets présentés, il a fallu vivre. Que devait faire l'instituteur ? Obéir à la menace du clergé, du châtiment ? (Interp. à droite. — Applaudis. à gauche.)

LA SITUATION PRESENTE NE PEUT SE PROLONGER

Etait-il possible que de bons et vaillants républicains consentissent à subir l'ordre impérieux qui leur était donné au nom de l'Église ?

À qui pouvaient-ils s'en prendre ? Ils s'en sont pris aux enfants ; c'est le règlement scolaire qui leur imposait. Et alors on a vu commencer des exclusions par les instituteurs et les inspecteurs eux-mêmes.

Les enfants cependant ne sont pas coupables ; ils ont obéi à leurs maîtres ; aussi est-ce avec le plus grand douleur que les instituteurs ont dû procéder comme ils l'ont fait.

Cela ne peut pas se prolonger.

JAFFRES. — A-t-on un tableau statistique des cas dans lesquels l'exclusion a été prononcée ?

M. Ferdinand BUISSON dit qu'on peut voir les journaux catholiques qu'il y a plus de trois mille enfants des écoles catholiques qui sont les victimes de cet ordre de choses. (Mouvements divers.)

Il leur fait au dehors la collaboration des partis politiques qui les ont votés et de la classe ouvrière pour qui elle sont votés.

Les hommes qui sont sur ces bancs de prendre garde aux réformes sociales qu'ils veulent accomplir.

Il voudrait mieux ne pas accomplir une seule des lois votées, que de certaines lois de la loi de 1906, que de certaines lois de la loi de 1906, que de certaines lois de la loi de 1906.

M. LAUCHE dit qu'il se réserve de répondre ultérieurement au discours du ministre du Travail.

VIVIANI. — J'attend vos chiffres.

La séance est suspendue pour quelques instants.

LA GREVE DES CHEMINS DE FER DU SUD UNE QUESTION DE M. FOURMENT

M. FOURMENT développe son interpellation sur la grève des chemins de fer du sud, notamment sur l'emploi de la main d'œuvre étrangère au cours de cette grève.

Cette grève qui, à première vue, semble n'intéresser qu'une faible partie des travailleurs, pose des questions d'ordre général, de la plus grande importance.

Il rappelle que l'emploi de la main d'œuvre étrangère a été, dans les conditions de la loi de 1906, le droit de grève.

M. LAUCHE dit qu'il se réserve de répondre à la partie de l'interpellation qui concerne son département.

Il rappelle que l'emploi de la main d'œuvre étrangère a été, dans les conditions de la loi de 1906, le droit de grève.

MILLERAND dit qu'il se bornera à répondre à la partie de l'interpellation qui concerne son département.

Il rappelle que l'emploi de la main d'œuvre étrangère a été, dans les conditions de la loi de 1906, le droit de grève.

Discours de M. Ferdinand Buisson LA POLITIQUE SCOLAIRE DU GOUVERNEMENT

M. Ferdinand BUISSON développe son interpellation sur la politique scolaire du Gouvernement.

« Confessions » du bandit, le bonheur d'une personne qui m'est chère plus que tout au monde aurait gravement à en souffrir.

« Dans ce cas, j'ai oublié tout ce que je viens de lire, fit Le Terreur. »

« Je suis devenu muet, fit Le Breton. »

« Je dirai à Pablo qu'il aura la vie sauve au Mexique s'il garde ici le silence, fit le policier mexicain. Lorsqu'il s'agit de la tranquillité des honnêtes gens, on peut mentir à un coquin ! »

« All right ! conclut Shylock Holme. »

EPILOGUE

Vers la fin de l'année 1889, le vieux docteur Van Goya s'éteignit doucement dans sa propriété de Phalempin, malgré les soins dévoués de Finfin et de Thrinette restés près de lui.

Si le lecteur accusait l'auteur d'avoir voulu faire revivre une morte en Thrinette, qu'il se rappelle la scène du pont fait jeter dans le vide pour échapper au Borgne Noir.

Le train de Paris avait passé, en grondant, à ce moment même.

On avait cru Thrinette broyée, déchiquetée par le monstre de la vitesse.

Il n'en était rien.

Thrinette était tombée évanouie sur le tender de la locomotive qui s'était enfoncée dans l'épaisse nuit.

Le chauffeur et le mécanicien, tout à la conduite de leur machine dans les

M. Ferdinand BUISSON salués avec reconnaissance la promesse faite par le président du conseil, dans sa déclaration, d'examiner le problème scolaire dans son ensemble.

Le problème scolaire commence par la loi de l'instruction obligatoire, qui est très loin de produire encore tous ses effets. On s'est laissé un peu endormir.

Il y a quelques mois, la Chambre a voté une proposition pour faire que notre instruction soit relevée par rapport à celle de nos voisins, comme elle doit l'être. Aujourd'hui, en France, il y a encore un nombre trop considérable de conscrits illettrés. En Allemagne et en Suisse il n'y a, pour ainsi dire, plus d'illettrés dans l'armée.

M. Ferdinand BUISSON a fait le premier effort, mais elle n'a pas fini sa tâche. (Très bien, très bien à gauche.)

A côté de nous on a commencé la deuxième partie de la tâche ; après l'école, il faut un complément d'instruction. C'est ce qu'on qu'on fait l'Allemagne et la Suisse. Nous devons l'accomplir à notre tour. (Très bien, très bien à gauche.)

C'est la société qui met une barrière entre les enfants. Il faut payer pour s'instruire. L'augmentation du nombre des bourses n'est pas une solution. Elle ne permettrait qu'à un certain nombre d'enfants de s'élever de la classe ouvrière pour entrer dans la classe bourgeoise.

Il faut donner à la totalité des enfants qui sont capables de la recevoir la totalité de l'enseignement.

Un projet sur l'enseignement professionnel a été déposé il y a cinq ans par M. Dubert. Il a été l'objet d'un rapport monumental de M. Assier, mais rien n'a été fait.

Pendant ce temps, en Allemagne, 250.000 jeunes gens sortent tous les ans de ces cours professionnels obligatoires.

Nous devons nous hâter de réparer les urgences et les plus importantes à accomplir par la nouvelle législation.

Il y va de l'intérêt des enfants, de la nation et de la République. (Vifs applaudissements.)

Il y aura sans doute un grand changement dans ce pays par suite de l'entrée dans la vie publique des enfants de la classe ouvrière, mais ce grand changement, je l'accepte avec confiance.

En résumé, il faut réaliser l'obligation scolaire, continuer la lutte contre l'Église et donner aux instituteurs des garanties. (Vifs applaudissements.)

La discussion continuera demain.

La séance est levée à 6 heures 40.

AU SENAT

La recherche de la paternité

Les trois premiers articles du projet sont adoptés.

Paris, 16 juin. — La séance est ouverte à trois heures sous la présidence de M. Antonin ROST.

On reprend la discussion de la proposition de loi relative à la recherche de la paternité.

Le Sénat discute l'article 2 du texte de la commission. On passe au paragraphe concernant le cas de cohabitation notoire pendant la période légale de la conception.

M. DE LAMARZELLE demande des précisions sur les mots de « cohabitation notoire ».

M. RICHARD est d'avis qu'on se serve de l'expression ; « cohabitation notoire ». Il faut, dit-il, que la cohabitation ait un caractère spécial.

L'amendement de M. Richard substituant le mot « concubinage » au mot « cohabitation » est adopté.

L'article 3 est adopté.

On passe à l'article 3 s'occupant des cas où l'action en recherche de la paternité ne sera pas recevable. M. Lamarzelle, Ratier interviennent sur le cas où la mère serait une prostituée notoire. M. Bérenger fait observer qu'une prostituée pourra devenir honnête et il est inadmissible qu'on lui enlève d'une façon absolue, le bénéfice de la loi.

Il y a aussi un intérêt social à assurer, le salut de l'enfant. On adopte un amendement de M. Théodore Girard, prévoyant l'ordre des propositions de la commission de telle manière que l'article 3 est adopté avec le libellé suivant :

Article 3 : « L'action en recherche de la paternité ne sera pas recevable : 1. si la mère était d'une inconduite notoire ; 2. si le père prétendu était, pendant la période légale de conception, soit par suite d'éloignement, soit par effet de quelque accident, dans l'impossibilité physique d'être le père de l'enfant. »

Sur l'article 4, la commission déclare accepter un amendement de M. Louis Martin, permettant à la mère, même mineure, d'introduire l'action au nom de l'enfant mineur. Le premier paragraphe de l'article 4 est adopté avec cette modification. Il spécifie que l'action en recherche de la paternité n'appartient qu'à l'enfant et pendant sa minorité l'action pourra être introduite par la mère, même mineure.

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée à six heures.

Le pourvoi de Meyer est rejeté

Paris, 16 juin. — La cour de cassation a rejeté le pourvoi d'Alphonse Meyer, condamné à mort le 11 mai dernier par la cour d'assises de la Marine, pour assassinat au wagon d'un clerc-caissier d'huissier.

FEUILLETON DU 17 JUIN. — N. 127

LE BORGNE NOIR DE FIVES

VINGT ANS D'AVENTURES POLICIERES

par Alex WILL

et X..., ancien inspecteur de la Sûreté de Lille

« Nous irons visiter plus tard le prisonnier à qui vous faisiez sûrement plaisir d'entendre parler du Mexique, se patrie natale. »

Shylock Holme s'en alla jusqu'au cottage voisin et revint bientôt avec les lettres et les feuilletés d'aveux attachés à Pablo dans son cayeau.

Le policier mexicain entra en possession des missives du Borgne Noir avec joie. Il n'allait plus rentrer bredouille à Mexico, et la nouvelle de la mort du bandit fut par lui ajoutée encore à la possession de sa mission en France.

Les policiers français parcouraient avec hâte les « confessions » de Pablo. C'étaient des crimes commis au Brésil et au Mexique, c'était la connaissance du pseudo-baron au moment où il allait entrer en possession de son héritage, c'était la venue en France avec lui, le récit de sa complicité au viol d'une femme dont il avait oublié le nom (c'était Thrinette), de l'assassinat d'Hévet,